

Monsieur le Ministre-Président,

Lors de sa séance thématique du 15 mars, le Gouvernement a adopté un train de quatre-vingt-deux mesures, regroupées sous le titre commun « Réchauffement climatique ». Bref, la Wallonie a désormais son plan « Air-Climat ».

Dans l'absolu, Ecolo pourrait presque se réjouir de ce qui peut apparaître comme le début d'une prise de conscience de l'urgence de la question climatique et se borner, Monsieur le Ministre-Président, à poser des questions techniques et à vous demander de préciser le calendrier d'entrée en application des mesures, ainsi que leur affectation et leur impact budgétaires, sans oublier la quantification particulière et globale espérée.

A bien y regarder cependant, nous sommes encore loin d'en être là. En effet, nombreuses sont les questions importantes qui demeurent sans réponse dans le cadre même des mesures adoptées. De la même manière, des secteurs entiers semblent demeurer inexplorés.

A le relire, ce plan est tout au plus le signe de la prise de conscience par le grand communicateur en chef wallon et ses petits camarades de la vague médiatique porteuse que suscite pour l'instant le dossier du réchauffement climatique dans une opinion publique enfin conscientisée.

D'où, une question fondamentale : Monsieur le Ministre-Président, pouvez-vous expliquer la cohésion et la cohérence de cette accumulation de mesures et en quoi leur addition montre-t-elle une véritable prise de conscience par les ministres wallons des grands enjeux du développement durable ? En d'autres mots, Monsieur le Ministre-Président, pouvez-vous indiquer en quoi l'accumulation de ces mesures marque un changement véritable dans la vision globale, libérale et économiciste, qu'a le Gouvernement de la bonne gouvernance ?

Pour ce qui me concerne, je vous le dis tout net. En dépit des apparences, rien n'a changé sous le soleil gouvernemental. Je m'explique.

Certaines des mesures ne sont que des resucées. D'autres présentent en soi un intérêt, dont l'importance peut certes être variable, mais aucune mesure ne remet fondamentalement en cause la politique environnementale désastreuse du gouvernement.

En un mot comme en cent, l'écologie sociale, dont le PS s'enorgueillit depuis quelques semaines et qui trouve ici à s'appliquer sous couvert du CDH, n'est rien d'autre qu'un vieux tacot rouillé et brinquebalant sur lequel vous avez passé un couche de couleur verte. Cette couche hâtivement badigeonnée cache mal la fumée noire qui sort de ce qui reste du pot d'échappement et qui pollue tout sur son passage.

Ce n'est pas la couleur du tacot qu'il faut changer. C'est le véhicule qui doit être mis au rebut !

Quand donc le gouvernement wallon sortira-t-il du passé ?

Il serait long et fastidieux de passer au crible chacun des points adoptés par votre gouvernement. De toute façon, la procédure de l'interpellation ne m'en donne pas le temps. Aussi, vais-je me concentrer sur ce qui a été généralement retenu par les observateurs comme la mesure emblématique du plan « Air-Climat » et montrer en quoi elle est révélatrice de ce que vous n'avez encore rien compris au développement durable qui, soit dit en passant et ne vous en déplaît, est par définition social.

L'éclairage des 750 km d'autoroutes wallonnes sera éteint entre 00.30 heure et 05.30 heures. Voilà donc une heureuse décision qui permettra d'économiser 1,75 millions d'euros/an et quelque 7 000 tonnes de CO<sub>2</sub> qui ne seront plus envoyées dans l'atmosphère. Dont acte. A priori, Ecolo devrait s'en réjouir. Et pourtant...

A l'analyse, cette mesure aura surtout pour effet de permettre aux Martiens de mieux localiser notre petite Wallonie. Image de marque oblige probablement. Je me demande : quelles sont les prévisions d'exportations de l'AWEX vers ce potentiel nouveau partenaire commercial ?

Excusez cette ironie facile, mais, remise dans le contexte général des politiques wallonnes, cette mesure emblématique éclaire surtout les errements d'un gouvernement qui se contredit à tire-larigot, affirme tout et son contraire dans un grand plan médiatique qui va de la méthode Coué au délire éthylique en passant par le sourire « pepsodent ».

Depuis 1990, le secteur du transport a accru de 30% ses émissions de gaz carbonique. Or, il est l'un des parents pauvres du plan « Air-Climat ». Qui s'en étonnera quand on s'intéresse un tant soit peu à la politique archaïque du gouvernement en matière d'Équipement ? Un gouvernement qui continue à véhiculer dans sa tête des concepts de développement tout droits sortis du siècle dernier.

Faut-il en effet rappeler que, quarante-huit heures avant la tenue de la séance thématique du gouvernement sur le climat, le journal *La Meuse* a consacré deux pages entières à l'octroi prochain du permis d'urbanisme pour la liaison autoroutière Cerexhe-Heuseux/Beaufays ? Un projet auquel le ministre du Budget tient comme à la prunelle de ses yeux.

CHB est déjà une énormité en soi à l'heure du réchauffement climatique. Néanmoins, il y a pire : l'octroi du permis d'urbanisme pour le contournement autoroutier de Couvin est en effet plus encore révélateur que CHB de la schizophrénie galopante du gouvernement.

La solution retenue (14 km de contournement autoroutier) est tout à fait disproportionnée au vu du problème (réel) posé par la traversée de Couvin. Ce contournement ne trouve en réalité d'autre justification objective que dans la poursuite obstinée de la réalisation de l'autoroute E-420.

En clair, le gouvernement ne dit pas la vérité quand il justifie un contournement de 14 km par l'engorgement du centre de Couvin.

En réalité, le gouvernement cache soigneusement aux Couvinois que l'aboutissement de ce contournement sera l'enclavement de leur ville au milieu d'un échangeur E-420/N99 puisque l'essentiel du trafic est orienté Ouest-Nord et que le contournement passe à l'est de l'agglomération.

Plus généralement, le gouvernement surdimensionné la solution au problème couvinois, car il poursuit obstinément une politique d'équipement en infrastructures lourdes qui fait la part belle à l'automobile et dont les choix datent du siècle dernier.

Pour mémoire, on rappellera que :

1. le projet de dédoublement de la N5 date au moins du milieu des années 80 (la fameuse route « K ») ;
2. le projet de liaison CHB date de la fin des années 60.

Dans le cas de la E-420, il s'agissait de s'inscrire dans le cadre d'un axe autoroutier transeuropéen entre Marseille et Rotterdam, via Reims et Charleroi. Dans le cas de CHB, il fallait réaliser le tronçon liégeois d'un autre axe autoroutier transeuropéen, entre Amsterdam et Rome.

Faut-il souligner que ces liaisons autoroutières entre ces grandes villes existent depuis de nombreuses années et qu'en outre, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts et nombreux sont les yeux se sont décillés. Surtout, la température a augmenté. Il faut arrêter le train fou lancé dans le brouillard qu'est devenue la politique du ministre de l'Équipement et de son collègue du Développement territorial.

Il n'y a pas que les Ecolos à crier casse-cou. L'OCDE, la Conférence européenne des transports et la Commission européenne ne cessent d'appeler depuis quelques années à une maîtrise du transport routier, car chacun a enfin compris que chaque kilomètre d'autoroute supplémentaire nous éloigne de la sortie rationnelle de crise et nous rapproche d'une catastrophe climatique.

En Wallonie, rien de tel. Aucune prise de conscience. Tout au plus un barnum show. Le gouvernement est toujours prisonnier des vieux schémas de développement et orphelin de sa propre révolution culturelle. Nous sommes au bord du gouffre, mais, à l'en croire, nous nous en sortirons en faisant un grand pas en avant !

Malgré toute l'estime que je lui porte à titre personnel et sans le moins du monde mettre en cause ses convictions écologiques, je suis obligé de constater que M. Lutgen est trop souvent ravalé au rôle de faire-valoir environnemental du gouvernement. Il est la ballerine que le gouvernement sort chaque fois qu'il veut « faire vert » et qu'il range soigneusement au moment des grandes décisions. Certes, c'est soigneusement qu'on replie la ballerine après chaque usage. La vraie raison ? C'est qu'il ne faut pas trop froisser son vêtement, de peur qu'elle ne puisse plus servir à la prochaine occasion.

Je me résume : mesure emblématique du plan « Air-Climat », la fermeture de l'éclairage sur les autoroutes n'est pas en soi une mauvaise décision.

Hélas, cette mesure n'est rien d'autre qu'un gadget dans le contexte général d'une politique gouvernementale qui fait quotidiennement tout et son contraire. Cette mesurette sonne l'extinction définitive des feux de la crédibilité pour un gouvernement désormais à tous points de vue englué dans le ridicule du grand écart permanent...

Ce raisonnement, on pourrait le répéter à l'envi avec d'autres mesures. En quoi, par exemple, l'incitation fiscale à l'achat de véhicules moins polluants correspond-elle à un changement réel de paradigme, dès lors que chacun sait que la réduction des émissions de CO2 obtenue par la mise en circulation de véhicules plus propres est très rapidement annihilée par l'accroissement du nombre des véhicules et des kilomètres parcourus ?

De la schizophrénie gouvernementale qui s'étale chaque jour dans les journaux comme dans ses décisions et de son incapacité à repenser effectivement le redéploiement wallon à l'aune du développement durable, vous êtes, Monsieur le Ministre-Président, bien évidemment le premier responsable. A force de jouer au twister et de faire le grand écart...

Bernard Wesphael